

PARTICIPATION DES FEMMES AUX SYSTÈMES D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE: CAS DU SÉNÉGAL

Alpha Ba et Fatou Diop Sali

Les systèmes d'information géographique (SIG) sont des systèmes d'information permettant de créer, d'organiser et de présenter des données alphanumériques spatialement référencées ainsi que de produire des plans et des cartes. Ils apparaissent de plus en plus comme des outils de gouvernance foncière. S'ils ont longtemps été considérés comme laissant de côté les acteurs de la base, leur conception a changé depuis que l'aspect participatif est pris en compte par leurs promoteurs. La prise en compte de la participation a permis l'évolution du concept de «SIG» vers celui de «systèmes d'information géographique participatifs (SIG-P)». Il s'agit d'intégrer les différents acteurs concernés dans tout le processus, de la conception à la production d'information.

Malgré les défis liés à l'accès à cette technologie, la facilité d'utilisation des SIG-P est réelle et s'appuie sur la conception d'applications conviviales, à moindres coûts, notamment pour l'enregistrement, l'affichage, l'analyse et le traitement de données. Ils permettent aux praticiens de gérer des informations et des données géospatiales basiques et d'en dégager des éléments utiles à la gestion des ressources naturelles (Lazarev, 2009). Ainsi, l'apport des SIG-P aux processus de développement local pour une meilleure productivité et une redéfinition des modèles de mise en valeur agricole peut être très important dans une perspective de promotion de la sécurité alimentaire. Ils permettent d'apporter des améliorations dans la gestion foncière et celle des autres ressources naturelles (forêts et eau), dans la valorisation des savoirs agricoles traditionnels et dans les stratégies d'adaptation face aux changements climatiques pour améliorer la production agricole.

Cet outil requiert cependant, d'une part, l'existence d'un système d'information performant et adapté, tout aussi indispensable à la

définition de bonnes politiques ou programmes de développement. Cela étant, l'enjeu ne porte pas simplement sur la production et le processus d'acquisition de l'information, il concerne avant tout la qualité de l'information. De ce point de vue, les outils et méthodes de construction de l'information sont déterminants.


D'autre part, l'intérêt pour les SIG-P est croissant. Mais force est de constater que leurs effets positifs sur la gestion des ressources naturelles et la pratique par certains groupes sociaux vulnérables comme les femmes, d'une agriculture durable visant une plus grande sécurité alimentaire, semblent anecdotiques dans les travaux existants.

C'est dans ce contexte qu'une expérience a été tentée au sein de la communauté rurale de Koussanar (Sénégal), avec les femmes de la Fédération Yakaar Niani Wulli'. Cette structure regroupe plusieurs organisations de productrices et producteurs dans la zone de Koussanar. Ce travail de recherche explique comment, à partir de l'utilisation d'un SIG-P, ces femmes ont fini par faire le choix d'une agriculture biologique dans une perspective de sécurité alimentaire. Il s'agit, d'une part, de mieux comprendre comment et dans quelles conditions les SIG-P peuvent contribuer efficacement au développement durable local et, d'autre part, d'explorer les stratégies porteuses pour rendre cet outil utilisable par les productrices.

D'un point de vue méthodologique, l'application d'un SIG-P à la gestion de l'agriculture durable dans cette communauté rurale a conduit à l'élaboration de cartes participatives qui permettent de capter les représentations des différents acteurs, et de construire l'information dans une perspective de dialogue politique, de négociation et de régulation afin de relever le défi de la sécurité alimentaire. Utiliser les SIG-P pour promouvoir la sécurité alimentaire est d'autant plus nécessaire qu'au sein de cette communauté, particulièrement au niveau des femmes, subsistent beaucoup de facteurs susceptibles de retarder l'atteinte de la sécurité alimentaire.

L'IMPLICATION DES FEMMES DANS LA CARTOGRAPHIE PARTICIPATIVE

1.a participation des communautés à des projets de recherche permet une amélioration de leur qualité de vie par le biais du développement

I. La Fédération Yakaar Niani Wulli de Kuussanar regroupe des producteurs du Sénégal oriental (région de Tambacounda) autour d'activités qui soutiennent une vision agroécologique du développement de leurs terroirs : le «Niani» et le «Wulli». Anciens royaumes mandingues,  deux terroirs se sont unis («Yakaar» signifie «ensemble») pour lutter contre la pauvreté, en promouvant le respect de l'environnement et les valeurs locales. Née en 1997. avec des producteurs de coton bio. la Fédération Yakaar Niani Wulli regroupe aujourd'hui près de 2 000 producteurs répartis dans plus de 80 villages du département de Tambacounda. En plus du coton, la Fédération s'investit dans la production biologique de fonio, sésame, bissap. etc.

d'outils de diagnostic et le traitement efficace des problèmes qu'elles identifient. La démarche participative est désormais placée au centre des politiques et programmes de développement local, dont la pertinence est largement tributaire des outils et des méthodes qu'elles mobilisent.

En théorie, la participation offre à tous la possibilité de s'impliquer individuellement et de s'unir collectivement dans la définition et la mise en œuvre des stratégies de développement de leur territoire. L'implication des acteurs dans le processus décisionnel doit permettre d'accomplir des progrès dans les prises de décisions publiques, mais surtout dans la planification du développement à la base.

Toutefois, la réussite de l'approche participative est incertaine. Elle repose sur la capacité des acteurs à mesurer, comprendre et maîtriser les enjeux ainsi que les approches et les techniques de participation. À ce titre, l'analyse des processus participatifs doit s'intéresser aux conditions, aux résultats et à l'impact de la participation. Seule cette «démarche qualité» permettra de garantir que l'inclusion des acteurs n'est pas un leurre, que leur contribution n'est pas un faire-valoir, et que le processus n'est pas une manipulation. Elle pose comme exigence le renforcement de l'ingénierie de la participation en termes de méthodes et d'outils censés apporter des réponses satisfaisantes à trois préoccupations majeures : la disponibilité d'une information crédible, accessible et compréhensible; un dialogue fécond des savoirs scientifiques avec les savoirs vernaculaires ; et une mise en relation permanente des acteurs pour une intégration des couches sociales souvent les moins mobilisées, notamment les femmes.

La prise en compte de la dimension genre dans les recherches relève à la fois d'une démarche scientifique et d'une exigence d'équité sociale qui se justifie au double plan de la production des connaissances et de l'utilisation pratique des résultats et bénéfices de ce programme. Les femmes, comme les hommes, détiennent des connaissances et savoir-faire qui leur sont propres, d'où la nécessité de considérer la contribution de tous les groupes sociaux dans les processus de collecte de données.

LA RECHERCHE D'UNE MEILLEURE FIABILITÉ DES DONNÉES

Le monde rural sénégalais connaît une évolution assez particulière. Bien qu'à certains égards, le dispositif institutionnel sénégalais peut sembler être un fac-similé découlant des instances colonisatrices, il n'en demeure pas moins qu'il se constitue et se construit au rythme des acteurs.

2. Différents travaux et publications (Karsenty, 1908; Bunier, 1990; Chauvau, 2003; D'Acquino, 1998 ; Dieng, 2009. Delville, 1998) sur la « systèmes d'information géographique et la gestion des ressources naturelles ont été réalisées par de nombreux acteurs (État, collectivités locales, institutions de reciterei)», etc.).

Différentes lois ont été promulguées pour organiser la gestion foncière. De la loi sur le domaine national de 1964 au Code des collectivités locales de 1996, le contexte a évolué. Ces changements ont été à l'origine de nouveaux rapports entre les populations locales et les décideurs.

Un nouvel environnement émerge. Pour autant, il existe peu d'informations sur ses différentes composantes : ressources naturelles, populations, institutions, etc. Or de telles informations auraient contribué à renseigner les acteurs sur les relations et les interrelations nécessaires pour créer les synergies territoriales les plus pertinentes (Ba, 2008). Cela démontre l'importance de l'information comme enjeu majeur dans la gestion des ressources naturelles, en ce qu'elle permet de statuer sur l'état des ressources, mais aussi d'évaluer et de prévoir leur évolution. C'est un volet qui a été intégré dans les politiques agricoles à la suite de la sécheresse des années soixante-dix.

Aux côtés des systèmes nationaux d'information formels sur la gestion des ressources au Sénégal, il existe des systèmes informels développés par les paysans. Cependant des limites et des contraintes existent, il s'agit de la localisation des données, de leur provenance, et des contraintes d'ordre institutionnel en termes de coordination et de financement. Par ailleurs, ces systèmes peuvent exclure certains de l'accès aux données.

C'est dans ce contexte et dans la perspective de faciliter la compatibilité et l'accès aux données pour tous les acteurs du territoire, y compris les citoyens, que les SIG-P sont présentés aujourd'hui comme une alternative pertinente aux systèmes d'information classiques. La participation communautaire et celle des différents acteurs non communautaires aux différentes échelles garantissent de remplir ces deux conditions. La participation favorise ainsi la coconstruction et la diffusion d'une information plus complète (intégrant des données qualitatives issues de savoirs vernaculaires) et fiable, permettant de promouvoir la pratique d'une agriculture saine et durable par une gestion facilitée des ressources naturelles, garantissant la sécurité alimentaire et donc un développement local durable.

De ce point de vue, la cartographie participative serait au sens large, comme l'indique d'ailleurs le Fida (2009), une création des populations locales, souvent avec l'implication des organisations d'appui, notamment des gouvernements (à différents niveaux), des organisations non gouvernementales, des universitaires et d'autres acteurs engagés dans le développement et la planification. De ce fait, la réalisation d'une carte participative offre la possibilité à la communauté concernée d'avoir une représentation visuelle fiable de la perception qu'elle a de l'endroit où elle vit et de ses principales caractéristiques physiques et socioculturelles. Cela implique souvent la mise sur pied d'équipes pluridisciplinaires pour sa réalisation. Le processus de cartographie participative peut influencer les dynamiques internes d'une communauté, contribuer à

renforcer sa cohésion, encourager ses membres à participer à la prise de décision, sensibiliser aux questions foncières et de gestion des ressources naturelles les plus préoccupantes. Il peut également, à terme, contribuer à l'autonomisation des communautés locales et de leurs membres. Pour ces raisons et parmi tant d'autres, Cooke pense que les cartes [participatives] ne sont pas des instruments neutres; elles ont des implications à la fois cadastrales et politiques (Cooke, 2003).

Il apparaît ainsi qu'en plus d'offrir aux acteurs locaux l'opportunité de participer à l'identification des ressources de leurs terroirs, les SIG-P permettent aux partenaires de recueillir à la source des informations fiables élaborées par les destinataires des politiques agricoles. La réussite de ces programmes passe nécessairement par une bonne implication des communautés à l'origine de leur mise en place, leur appropriation des méthodes et outils utilisés pour une bonne compréhension des résultats et une pérennisation des réalisations par les différents groupes sociaux.

C'est à ce niveau qu'apparaît toute la pertinence d'analyser cet outil sous le prisme du genre. Il s'agit en effet, de voir comment il prend en compte une catégorie sociale en particulier : les femmes. Dans le contexte sénégalais de gestion foncière fortement misogyne, où la participation est souvent appréciée à l'aune du nombre et non de la diversité, comment les SIG-P permettent-ils l'intégration des femmes dans la gouvernance foncière? Poser la question de la participation et de l'accès à l'information, c'est aussi se demander comment la construction sexuelle des rapports sociaux peut influencer sur ces deux domaines. Il s'agit de savoir en quoi la participation prônée par les SIG-P permet de prendre en compte cette différenciation sociale et de faciliter l'intégration des femmes dans les processus décisionnels et leur appropriation des outils produits.

LES SYSTÈMES D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE PARTICIPATIFS, UNE AIDE POUR LES CRISES LOCALES

Au Sénégal, du fait de la forte ruralité des économies, la sécurité alimentaire, objectif majeur du pays dès son indépendance, est principalement liée à l'utilisation et la gestion durable des ressources naturelles. A la base de la production alimentaire, les ressources sont affectées par les effets combinés de la rareté de l'eau, de la surexploitation et la dégradation des sols et de la déforestation\

3. Le Sénégal est un pays de 12 171 264 habitants selon les estimations de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie de 2010. La population sénégalaise, avec un rapport de 97,5 hommes pour 100 femmes, est relativement jeune. L'espérance de vie est 59,2 ans pour les femmes contre 56,4 pour les hommes. Avec un Indice de développement humain (IDH, indice fondé sur trois critères majeurs : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation et le niveau de vie) de l'ordre de 0,64, le Sénégal demeure parmi les pays les moins avancés et les plus endettés du monde.

La pression démographique, les régimes inappropriés d'accès aux ressources, l'insécurité et une gouvernance non adéquate de l'accès aux ressources ont également des impacts négatifs sur la productivité des ressources naturelles. La pression sur les productions de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie, de la pêche et sur l'eau, nécessaires à la sécurité alimentaire, entraînent et augmentent les risques liés à leur durabilité et leur accessibilité (Diop et Thioune, 2012; Genre en action, 2008; FAO, 2003; FAO, 1995). Dans ce contexte, il faut souligner la forte présence des femmes dans l'agriculture au Sénégal. Elles représentent plus de 30% de la main-d'œuvre agricole en zone rurale. En dépit de leur apport dans la production agricole, les données macro non sexospécifiques oublient les femmes et mettent l'accent sur les hommes avec un focus sur les ménages, dirigés à plus de 70% par les hommes en milieu rural.

En outre, les pouvoirs publics ne disposent pas toujours des outils nécessaires pour promouvoir une gestion transparente et équitable des terres. Ces insuffisances sont inhérentes aux législations foncières⁴. Elles sont également à la base d'exclusions de genre et de conflits sociaux effectifs ou potentiels. Les acteurs locaux, comme ceux de la Fédération Yakkar Niani Wulli, appuyés par des ONG, ont adopté de nouvelles attitudes pour, d'une part, faire face à l'insécurité foncière et, d'autre part, limiter les effets néfastes liés à l'utilisation de produits chimiques. Le choix a été fait d'une agriculture familiale, pour une production saine et durable. Cela pose toutes les questions relatives à la gestion des ressources naturelles au niveau local, car il s'agit de dépasser la gestion à sens unique des pouvoirs publics pour se tourner vers une véritable cogestion. Mais toute cogestion, pour être équitable, doit rendre compte du niveau de participation de tous les acteurs. En optant pour une production agricole qui utilise les SIG-P, la Fédération offre à ses membres un outil cartographique qui permet de visualiser facilement leur accès au foncier (localisation et taille des parcelles) mais aussi et surtout de poser le débat sur la gouvernance foncière au niveau local. En effet, il s'agit plus d'une opportunité de débattre sur la question foncière que d'une façon de gérer les éventuels conflits qui pourraient surgir en cas d'exclusion des femmes de la gouvernance foncière.

La déconstruction de l'exclusion sociale des femmes du foncier passera donc par l'utilisation d'un outil *a priori* neutre et auquel les acteurs locaux s'identifieront.

Toute innovation repose sur un apport de nouveaux éléments dans un système. Pouvoir, négociation, apprentissage, appropriation et

4. Des limites ont été observées dans les outils de sécurisation foncière mis au point (loi sur le domaine national (LDN). loi d'orientation agro-sylvo-pastorale (Loasp). plan d'occupation et d'affectation des sols (Poas), plans fonciers ruraux, etc.) (Paye, 2006).

institutionnalisation se chevauchent et s'entremêlent pour intégrer ces nouveaux éléments. L'outil dont il est question ici, le SIG-P, est-il capable de répondre à la problématique d'une meilleure gestion des ressources naturelles pour une agriculture saine et durable ? En permettant aux acteurs locaux d'avoir une meilleure perception et gestion de leurs ressources au niveau local, jusqu'où les SIG-P permettent-ils une meilleure visibilité des femmes ? C'est dans un cadre collaboratif et interactif que le SIG-P a été mis en place à Koussanar.

YAKKAR NIANI WULLI, QUAND LA CARTOGRAPHIE PARTICIPATIVE PERMET DE CORRIGER ET D'ORIENTER LES PRATIQUES AGRICOLES

La Fédération Yakkar N'iani Wulli est composée aujourd'hui à plus de 45 % de femmes alors que ces dernières ne représentaient au départ que 10% des membres. Comme tous les producteurs de la Fédération, ces femmes doivent faire face à deux obstacles majeurs : la sécurisation de leurs périmètres d'exploitation et le respect des normes édictées pour la production biologique. L'utilisation des SIG-P a permis aux femmes productrices de la Fédération Yakkar N'iani Wulli de renforcer leurs capacités à ces deux niveaux. Il s'agissait pour elles d'abord de s'initier à la lecture des cartes Uaditionnelles mais aussi à la collecte de l'information géographique avec la manipulation du GPS. Dans la représentation des femmes de cette fédération, le GPS est avant tout un outil de pouvoir dans un milieu où elles sont souvent reléguées à des seconds rôles dans l'accès et la maîtrise de l'information foncière. À ce titre d'ailleurs, une femme élue souligne : « Il est grand temps de faire entrer les communautés rurales dans l'ère du modernisme en informatisant les registres fonciers. » Car selon elle, l'une des faiblesses de la gestion des terres est l'absence d'une traçabilité dans les opérations foncières et la non participation des élus. Et une bonne gestion foncière passe inéluctablement par une maîtrise de l'information foncière.

La mise en place de cette expérience s'est heurtée à des difficultés liées à l'acceptation préalable du processus qui devait être inclusif. Pour y faire face, il a fallu l'animation de plusieurs ateliers pour amener les différents acteurs présents à valider les objectifs du programme. Au niveau de la Fédération, la participation des femmes dans le processus n'a pas

5. Eji matière de production biologique, la Fédération a obtenu les certifications ISO 14001 et ISO 9001 de Ecoceit (www.ecocert.fr) et une certification « Commerce équitable » de Max Havelaar France (www.maxhavelaarfrance.org). Ces deux certifications imposent aux producteurs des pratiques en conformité avec des cahiers des charges définis. Il s'agit, entre autres, de types et méthodes de productions, qui sont disponibles sur les sites de ces deux organismes.

été pas un obstacle car elle était outillée sur les pratiques de genre⁶. En revanche, pour les acteurs externes à la Fédération, cela constituait une première expérience de partage des instances de décision, impliquant que les femmes aient les mêmes droits et obligations que les hommes. Les ateliers de formation se sont déroulés sur six mois avec 60 personnes (30 femmes et 30 hommes). Mais toutes les personnes formées n'ont pas participé à la collecte des données, 10 femmes et 10 hommes choisis par les formés eux-mêmes, se sont acquittés de cette tâche. Pour assurer la pérennité du processus, Enda Pronat s'est appuyé sur la Fédération, qui était déjà assez structurée et disposait de la logistique nécessaire à la coordination (connexion internet, ordinateur, imprimante, GPS). D'autres acteurs (représentants des autorités religieuses et coutumières, élus locaux, animateurs de radios communautaires) ont été associés à l'expérience pour effectuer un travail de sensibilisation des populations à la base. Toutes ces mesures ont permis le succès de l'expérience.

Si les hommes de cette Fédération sont moins soumis aux contraintes liées à l'accès au foncier dans la zone que les femmes, ces dernières doivent faire face aux contraintes sociales fondées sur le patriarcat (figures 3.1 et 3.2). Outre l'accès, c'est le problème du contrôle des terres mises à leur disposition qui se pose souvent. Une femme de la

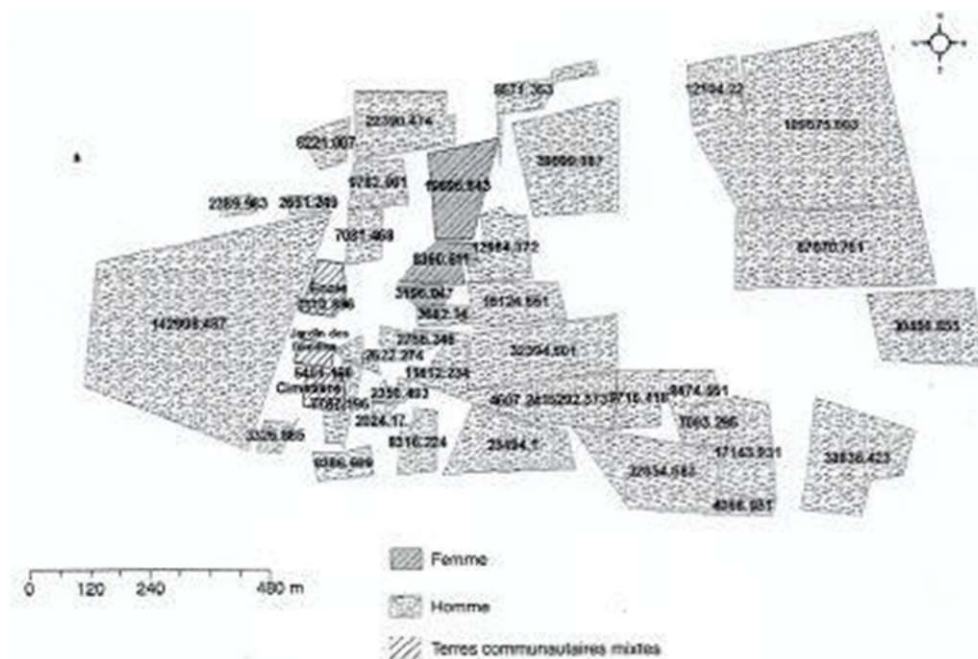


Figure 3.1. Propriétaires de terres {surface en m²} selon le sexe à Coumbidia (carte réalisée par les acteurs locaux le 25 juin 2011)

6. La Fédération Yakkar Niani Wulli a bénéficié de nombreuses formations sur le genre avec l'appui de l'ONG Enda Pronat et du projet Le monde scion les femmes : sensibilisation à l'outil d'analyse des rapports sociaux entre femmes et hommes, compréhension des rapports de pouvoir et des inégalités d'accès aux ressources productives.

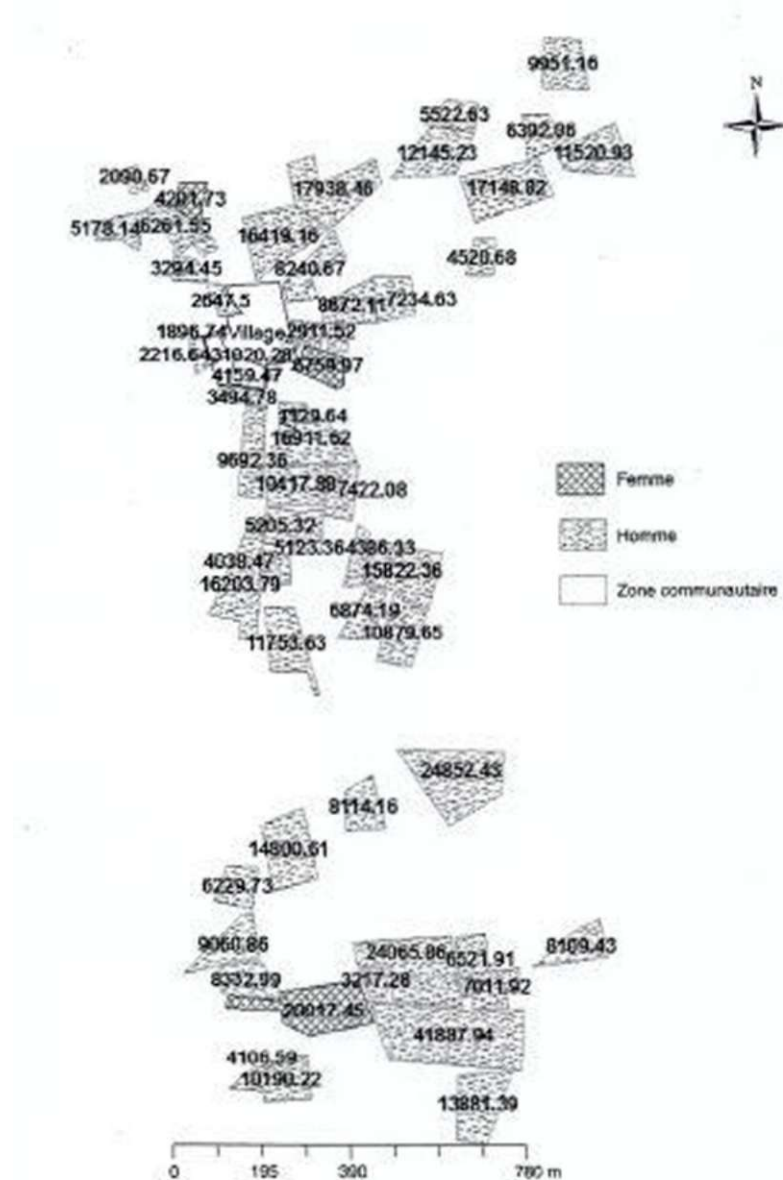


Figure 3.2. Propriétaires de terres (surface en m²) selon le sexe à Pagnate (carte réalisée par les acteurs locaux le 25 juin 2011)

Fédération témoin : « Souvent, on a des problèmes, parce que les hommes attendent qu'on défriche des superficies pour, des années après, venir dire que ces terres appartiennent à leurs familles. » Cette mainmise des hommes sur les ressources foncières révèle une insécurité foncière permanente pour les exploitantes.

Les pratiques foncières dans la zone de Koussanar relèvent plus de procédés hérités de la tradition que de procédures administratives formelles. Les propos de cette jeune femme leader d'organisation illustrent bien ce phénomène : « Le problème qui se pose dans notre zone en matière de gestion foncière, c'est que les gens adoptent encore le modèle traditionnel de dévolution. Les terres sont héritées et il n'y a aucune régularisation. Tout ça ne fait que créer des problèmes et des inégalités. »

Hormis l'héritage qui est, de loin, le modèle dominant d'accès au foncier, le prêt et le don sont les pratiques les plus courantes. L'intervention du conseil rural dans le mode de gestion foncière est de moindre importance, comme le souligne cet habitant du village de Dawadi dans la communauté rurale de Koussanar : « Nous, nous sommes des villageois. Nous savons bien que c'est le conseil rural de Koussanar qui donne des terres, mais personne ne vient ici faire des demandes. Nous sommes encore dans le modèle traditionnel d'accès au foncier. »

En somme, on peut retenir que les pratiques traditionnelles dominent largement les modes d'accès au foncier à Koussanar. Ces modes d'accès sont loin d'être source de sécurité foncière durable pour les petites exploitations familiales. Dans ce contexte de pratiques traditionnelles et patriarcales de gestion du foncier, la cartographie participative apparaît comme un outil de sécurisation. En effet, elle permet aux femmes de prendre conscience de la limite des surfaces qui leur sont souvent octroyées. Elle permet également de disposer des informations nécessaires pour introduire des demandes d'accès ou sécuriser les terres qu'elles possèdent. C'est d'ailleurs ce que souligne le secrétaire général de la Fédération, quand il affirme : « Avec les canes, maintenant, on sait que les femmes ont peu de terres. Désormais, la communauté rurale ne va plus nous opposer comme argument la non disponibilité d'informations précises sur les parcelles demandées par les femmes. La Fédération peut s'appuyer sur cet outil pour accompagner les femmes dans leurs demandes d'accès à la terre. »

Il apparaît ainsi que la Fédération, outre la défense de ses intérêts corporatistes, considère la question de l'accès sécurisé des femmes au foncier comme un intérêt stratégique. Étant 45 % des membres, les femmes constituent un pilier important pour le développement et l'accroissement des activités et de l'influence de la Fédération dans la zone. Pour la Fédération, miser sur les femmes équivaut à offrir à ces actrices du développement un lieu d'expression de leurs capacités entrepreneuriales. Il faut aussi souligner que l'intégration et le pari sur les femmes répondent à une logique de captation de fonds face à des bailleurs étrangers qui posent la variable genre comme une exigence d'appui et d'accompagnement de tout projet dans la zone.

Mais la cartographie participative n'a pas seulement contribué à sécuriser le foncier dans le cas de la Fédération Yakkar Niani Wulli. Elle a aussi modifié des pratiques agricoles...

Pour qu'elle puisse être valorisée, la pratique d'une agriculture biologique doit respecter certains critères souvent définis par des certifications. Pour les femmes exploitantes de la Fédération Yakaar Niani Wulli, la maîtrise de ces critères est indispensable pour garantir le maintien d'une certification biologique acquise après des sacrifices. Parmi ces

critères figure la distance qui doit exister entre les exploitations biologiques et les exploitations non biologiques. La mise sur pieds du SIG-P a permis aux cultivatrices de bissa de disposer d'une cartographie de leur localité. Elle leur a permis de mesurer les risques qu'elles encouraient du fait de l'avancée des exploitations non biologiques à proximité. La prise de conscience qu'a suscité cette cartographie participative a permis aux femmes d'anticiper. Ainsi, dès la réalisation de la cartographie, les femmes ont entrepris des démarches auprès de la communauté rurale de Koussanar pour acquérir un «cordon de sécurité». L'information étant la clé du pouvoir, les informations collectées lors de la cartographie participative ont permis aux femmes de la Fédération de mieux se positionner dans leurs rapports de pouvoirs avec les différents acteurs présents localement. Outre le cadre qu'offre la Fédération, les femmes de la zone disposent d'un atout réel en terme organisationnel avec les groupements de promotion des femmes, qui ont toujours constitué des cadres de réflexion et de revendication de leurs droits. Mais si les groupements féminins se sont toujours heurtés à la volonté des hommes de ne pas céder sur leurs prérogatives, le partage, avec ces derniers, de cadres communs de revendications, a permis aux femmes de disposer d'alliés au niveau local. Il s'agit ainsi pour les hommes de la Fédération, de poser des actes non pas uniquement parce que ce sont les femmes qui revendiquent, mais parce que ce sont les membres de leur organisation qu'ils défendent. Cette alliance stratégique est un atout dans l'accès sécurisé des femmes au foncier.

Le SIG-P devient ici un outil de négociation et de changement social en ce qu'il induit des changements de comportements au sein de la communauté. La cartographie participative a permis aux femmes de prendre conscience du véritable état de leur accès au foncier et, ce faisant, de poser le débat aussi bien au sein de la Fédération que de la communauté rurale. Cette prise de conscience des femmes s'est manifestée aussi bien pour les surfaces qui leurs sont attribuées, que suites distances qui séparent leurs exploitations des points d'eaux ou des résidences, ou la qualité même des terres.

Ce niveau de conscience des femmes s'est manifesté dès les ateliers de formations en SIG. Durant ces ateliers, pendant une quinzaine de jours, les femmes ont été initiées à l'utilisation du GPS et à la lecture des cartes. La polarisation des activités au siège de la Fédération à Koussanar a permis de résoudre les difficultés qui auraient pu résulter du manque d'accès de certains villages à l'électricité et à l'outil informatique. Le siège de la Fédération étant équipé de deux ordinateurs et d'une clé de connexion internet, les géomaticiens ont pu avoir un accès continu à la base et assurer un suivi. Le traitement des informations reçues a été fait avec le logiciel ArcGIS. Ce logiciel, combiné à Google Earth, permet un traitement des informations à moindre coût.

Une femme membre de la Fédération témoigne : «La cartographie est importante parce que je ne savais pas que mon champ était aussi petit et que, même si j'ai trois champs, ils ne font pas la moitié du champ du secrétaire général de la Fédération. D'ailleurs, au niveau de la Fédération, l'apprentissage de l'outil a permis de revoir les modalités des cotisations qui vont maintenant se faire en fonction des surfaces et non du nombre de champs. » Cette présentation des faits par cette productrice renseigne sur la manière dont le SIG-P a participé, dans cette localité, à remodeler les rapports entre les acteurs et à orienter les actions des femmes qui ont, en dépit des efforts de la Fédération, longtemps vécu dans l'ombre des hommes.

CONCLUSION

Une gestion durable des ressources naturelles suppose une prise de conscience, une bonne connaissance et une implication des populations. Dans les communautés rurales sénégalaises, cette gestion des ressources est très problématique. Elle est presque à la source de tous les conflits, notamment autour du foncier. Ces conflits sont d'ailleurs de plus en plus transposés de leur contexte local communautaire à une échelle nationale, puisqu'ils impliquent alors l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux. Lors de cette expérience, la participation des autorités publiques déconcentrées (sous-Préfet, chef du Cadre d'appui au développement local) a donné une dimension politique au projet. Cependant, l'inadéquation du cadre juridique et institutionnel, qui est défini au niveau national, n'a pas permis à ces autorités de travailler à une meilleure intégration du projet dans le cadre local de gestion du foncier (même si, par ailleurs, ces autorités s'approprient ces outils pour une meilleure perception de la gestion foncière dans la collectivité sous leur responsabilité administrative). L'imbroglio foncier dans de nombreuses localités dévoile de multiples insuffisances, qui empêchent une bonne maîtrise de la gestion foncière. Les SIG, outils de gestion spatiale, facilitent et améliorent la connaissance de toute information spatiale en général et des ressources naturelles en particulier, qu'elles soient forestières, agricoles, hydriques ou foncières.

Dans ce cadre, les travaux effectués avec la Fédération Yakkar Niani Wulli ont permis de voir comment cet outil a facilité pour ses membres l'adoption de la pratique d'une agriculture saine et durable. L'implication de différents acteurs, particulièrement les femmes, répond à une logique participative en vue de sécuriser leurs patrimoines fonciers mais aussi de disposer d'outils nécessaires aux nouvelles pratiques agricoles biologiques qu'elles ont adoptées. Ainsi, les SIG-P apparaissent aujourd'hui comme une alternative pour promouvoir le développement local durable par l'amélioration de la participation communautaire.

Cependant, cet outil comporte des limites, qui peuvent résulter de difficultés de mise en place, de suivi et d'actualisation des données. En effet, les populations attendent souvent des résultats immédiats des projets dans lesquels leur participation est sollicitée et si tel n'est pas le cas il en résulte parfois l'abandon même de l'outil. Par ailleurs, l'actualisation et la transformation des données, si elles ne sont pas bien encadrées, peuvent soulever des conflits de pouvoir qui résultent de la maîtrise des zones d'incertitudes pour les différents acteurs en place. Le SIG-P mis en place doit, s'il est approprié par tous les acteurs, permettre de dépasser la participation théorique pour une meilleure intégration et inclusion des femmes. Le recours au SIG-P à Koussanar a par ailleurs permis de dépasser l'approche projet qui consiste à greffer aux activités une variable «genre». L'approche genre est devenue une réalité transversale aux différentes activités en permettant la présence de tous les acteurs durant tout le processus. La présence des femmes n'est dès lors pas liée à une option politiquement correcte ou une exigence du bailleur mais constitue une réalité inhérente au projet. Cette approche place le chercheur dans une posture d'arbitre pour expliquer aux différents acteurs la nécessité, pour chacun, de remplir les charges qui lui sont dévolues, sans pour autant influencer sur le processus que les acteurs auront eux-mêmes entamé.



This work is licensed under a
Creative Commons
Attribution – NonCommercial - NoDerivs 3.0 License.

To view a copy of the license please see:
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/>

This is a download from the BLDS Digital Library on OpenDocs
<http://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/>